

Les valeurs des JEUNES

La jeunesse, problème pour la société

L'essentiel L'essentiel L'essentiel L'essentiel

Une précaution méthodologique : les enquêtes montrent une différence de représentation de la société entre les jeunes diplômés et les jeunes non diplômés. Or, les résultats de cette enquête sur-représentent les jeunes diplômés.

Entre les jeunes d'aujourd'hui et les générations précédentes, il y a relativement peu de désaccords. Les valeurs sont très proches. Cela vient en grande partie du fait que l'évolution marquante du libéralisme des mœurs a commencé avec la génération issue de l'après-guerre et se poursuit.

On constate que le cercle des intimes, avec lesquels on peut partager les mêmes choix, est privilégié pour une grande partie de la jeunesse, parfois au détriment de ceux qui n'en font pas partie, et du reste de la société.

Dans le même temps, les jeunes sont ceux qui demandent le plus à la société de prendre en compte la diversité des choix individuels. Tolérance envers les choix privés et demande d'ordre social vont de pair pour la nouvelle génération. Mais qui va instaurer cet ordre ? L'acceptation de la régulation de la vie privée par les religions ou les idéologies laisse la place à une demande de régulation des relations interpersonnelles par la puissance publique.

Les plus grandes interrogations viennent alors précisément des 20 % de jeunes non diplômés qui, s'ils considèrent eux aussi que la vie privée doit être placée sous le signe du libéralisme et de la tolérance, en revanche croient beaucoup moins à l'égalité des personnes, revendiquent le plus un ordre social et rejettent globalement la société : ils considèrent qu'elle les rejette eux-mêmes.

L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé L'exposé

Olivier Galland ¹

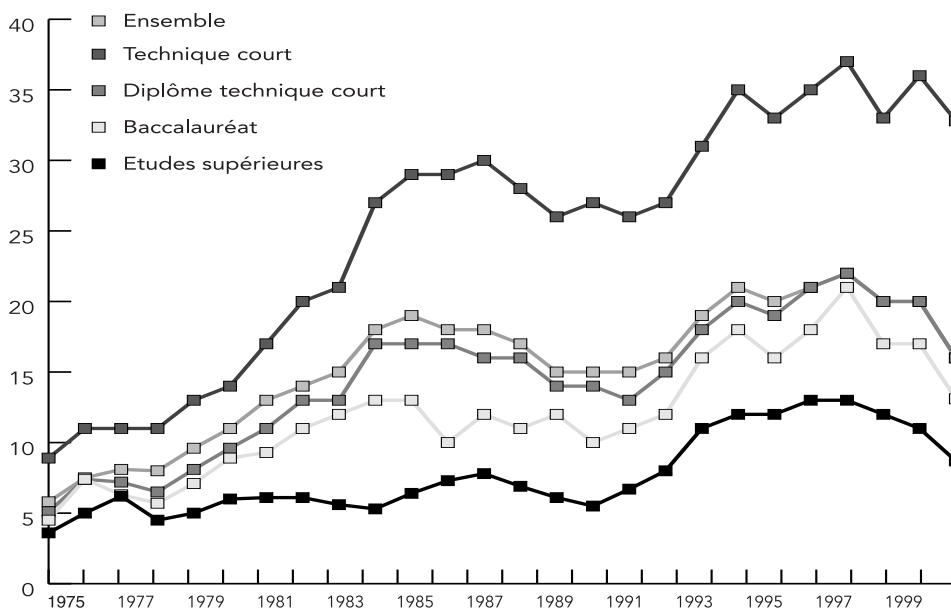
Les jeunes générations sont l'avenir de la société et c'est pour cela que leurs attitudes présentent un intérêt particulier : se situent-elles dans la continuité des valeurs des autres générations ou un décrochage se manifeste-t-il dans certains domaines, qui serait annonciateur d'une "rupture générationnelle" ? A certaines périodes de l'histoire de nos sociétés, une telle rupture a semblé se produire, à la suite d'un cataclysme de grande ampleur (la guerre de 1914), à cause d'une réorientation profonde des valeurs de la société elle-même dont les jeunes générations ont été les vecteurs (durant les années 1960). Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les deux jeunesses

Les images de la jeunesse sont floues et contradictoires. Les anciens jeunes des années 60, aujourd'hui aux commandes de la société, semblent avoir parfois l'impression que leur héritage a été rejeté : l'anticonformisme et l'humeur contestataire seraient oubliés au profit d'un réalisme que certains ne sont pas loin de trouver cynique ou basement matériel : comment peut-on manifester – comme l'ont fait les lycéens il y a quelques années – pour réclamer plus de surveillants dans les lycées ? Voilà un type de revendication qui a probablement révolté, ou laissé perplexe, plus d'un ancien soixante-huitard ! Mais, en même temps qu'elle déçoit certains, cette jeunesse en inquiète d'autres. Des explosions sporadiques de violence se manifestent qui dépassent de beaucoup en intensité et en radicalisme ce qu'ont connu et pratiqué les jeunes contestataires des années 60. Bien sûr cette jeunesse à deux faces est en réalité constituée de deux jeunesses bien distinctes. La distance sociale et idéologique s'accroît entre les jeunes selon qu'ils disposent ou non d'un niveau d'études minimum.

D'abord un mot sur les conditions sociales qui font exister ces deux jeunesses aux destins de plus en plus divergents. En France, plus qu'ailleurs, l'écart entre ces deux jeunesses s'est accru. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'évolution du taux de chômage des jeunes par niveau de diplômes (figure 1). Depuis 20 ans, le chômage a tendance à se concentrer toujours plus sur les non diplômés. Le désavantage relatif des jeunes Français non diplômés s'est accru jusqu'au milieu des années quatre-vingt et se maintient depuis à 2 contre 1 par rapport à l'ensemble des jeunes (le rapport chômeurs/non chômeurs est deux fois plus élevé parmi les jeunes sans diplômes qu'au sein de l'ensemble des jeunes).

Taux de chômage par niveau d'études (15-29 ans)



source :
INSEE, France

1 - Directeur de recherche au CNRS, Observatoire sociologique du changement. Exposé du 20 novembre 2001.

Comment expliquer cet écart croissant entre les chances sociales de deux jeunesses ? Il y a bien sûr des causes conjoncturelles de nature économique que tout le monde connaît. Les économies d'Europe occidentale ont connu une longue période, dont elles commencent peut-être tout juste à sortir, durant laquelle le chômage a augmenté. Et comme toutes les enquêtes le montrent, ce sont surtout les nouveaux entrants sur le marché du travail qui en supportent les fluctuations conjoncturelles. Toutefois, ce désavantage des jeunes est plus ou moins marqué selon les pays. Dans ce domaine les jeunes Français ne sont pas les plus favorisés : leur situation est intermédiaire entre celle des pays du sud de l'Europe où les jeunes connaissent un désavantage relatif très marqué et celle de l'Allemagne ou du Royaume-Uni où ce désavantage est faible ou inexistant.

Mais il y a également probablement des facteurs de nature plus structurelle. Certains économistes affirment en effet que la situation actuelle de l'économie des pays développés se caractérise par une désaffection croissante pour le travail non qualifié et c'est bien de ce syndrome dont souffriraient les jeunes sans diplômes : dépourvus de qualification, sans expérience professionnelle, ayant parfois des difficultés d'adaptation aux situations de travail, ces jeunes ne présentent pas un profil attractif pour les entreprises².

Dans un pays comme la France, le critère du niveau de formation devient ainsi de plus en plus discriminant dans la réussite des parcours individuels d'accès à l'emploi. Avoir un diplôme ne suffit pas à assurer cette réussite, mais devient une condition indispensable. Il n'en était probablement pas de même il y a trente ans : les jeunes sans diplômes pouvaient alors s'insérer beaucoup plus facilement sur des emplois, et notamment des emplois industriels, non qualifiés.

Les statistiques de l'emploi nous montrent effectivement que les jeunes Français sans diplômes occupent de moins en moins souvent des emplois qualifiés, ce qui n'est pas une surprise, mais également moins souvent des emplois non qualifiés (tableau 1), soit parce que ces emplois ont été détruits (ce fut le cas dans de nombreux secteurs industriels), soit parce qu'ils sont plus souvent occupés par des jeunes ayant un minimum de qualification.

Occupant moins souvent ces emplois non qualifiés, qui les accueillait prioritairement autrefois, les jeunes sans diplômes sont plus souvent chômeurs ou inactifs.

Qualification de l'emploi et chômage parmi les jeunes Français de 20 à 24 ans sans diplômes en 1982 et 1997 (Champ : jeunes de 20 à 24 ans non scolarisés et n'ayant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires).

	Ouvriers non qualifiés	Employés non qualifiés	Autres catégories socio-prof.	Chômeurs non scolaires	Inactifs	Ensemble
Garçons						
1982	33,7	2,3	37,4	14,1	12,5	100
1997	20,7	4,2	20,7	40,3	14	100
2000	29,8	4,8	18,7	33,5	13,2	100
Filles						
1982	19,3	14,3	17,7	18,6	30,1	100
1997	9,2	11,9	11,5	32,2	35,2	100
2000	10,2	14,3	10,3	28,6	36,6	100

Source : INSEE, enquêtes Emploi.

L'unité de la jeunesse française est donc fictive et de moins en moins avérée. Les destins des jeunes qui poursuivent des études même courtes mais sanctionnées par un diplôme ou une formation professionnelle et ceux qui abandonnent leur scolarité le plus tôt n'ont rien de commun et sont de plus en plus divergents.

Mais ces deux groupes ne sont pas d'importance quantitative équivalente : les diplômés sont de plus en plus nombreux et représentent une nette majorité des jeunes Français, 80 % des sortants du système éducatif possèdent au moins un diplôme équivalent au CAP. Les enquêtes valeurs sur lesquelles je m'appuierai essentiellement sont bien adaptées pour rendre compte de cette population.

2 - L'existence en France d'un salaire minimum, dont la revalorisation régulière depuis la fin des années 60 a permis de réduire puis de maintenir les inégalités de revenus, représente un handicap pour l'insertion professionnelle des jeunes sans qualification professionnelle. Le Premier ministre Edouard Balladur avait tenté d'introduire en 1994 l'idée d'un salaire minimum " jeune ", mais devant les réactions très négatives et les manifestations déclenchées par cette initiative, il renonça.

Elles le sont moins, par leur effectif, leur mode d'échantillonnage et de collecte, pour représenter la jeunesse marginalisée de zones géographiques très restreintes à l'échelle du territoire et qui concentrent toutes les difficultés. Dans le diagnostic général qui est porté il faut donc avoir à l'esprit les limites de l'instrument de mesure qui conduisent probablement à sous-représenter la jeunesse la plus défavorisée qui est aussi celle, évidemment, qui pose le plus de problèmes à la société. Je reviendrai, dans la suite de l'exposé sur les systèmes de valeurs de cette jeunesse à partir d'un autre ensemble de données.

Pas de rupture entre générations

Ces limites étant posées, quel diagnostic peut-on porter à la fois sur la place moyenne des jeunes dans l'univers de valeurs des Français et sur l'évolution de leurs attitudes ? En ce qui concerne la position des jeunes dans l'univers "moyen" des valeurs des Français, l'impression générale qui ressort des enquêtes valeurs est que les jeunes Français de cette fin de siècle ne se situent pas en rupture avec le reste de la société. Certes, ils sont souvent à la pointe du mouvement, mais rien ne donne le sentiment, dans quelque domaine que ce soit, qu'un fort décrochage générationnel se soit manifesté entre les classes d'âges qui composent la société française. L'évolution enregistrée depuis vingt ans ne fait que confirmer et amplifier ce constat : bien loin de s'en distinguer plus nettement, dans presque tous les domaines, les valeurs des jeunes se sont considérablement rapprochées de celles des adultes (tableau 2).

Il y a vingt ans, l'écart entre les jeunes et les adultes demeurait très important dans le domaine des mœurs et des normes morales : les jeunes étaient beaucoup plus permissifs que les Français plus âgés et respectaient moins les normes sociales (au moins dans leurs déclarations).

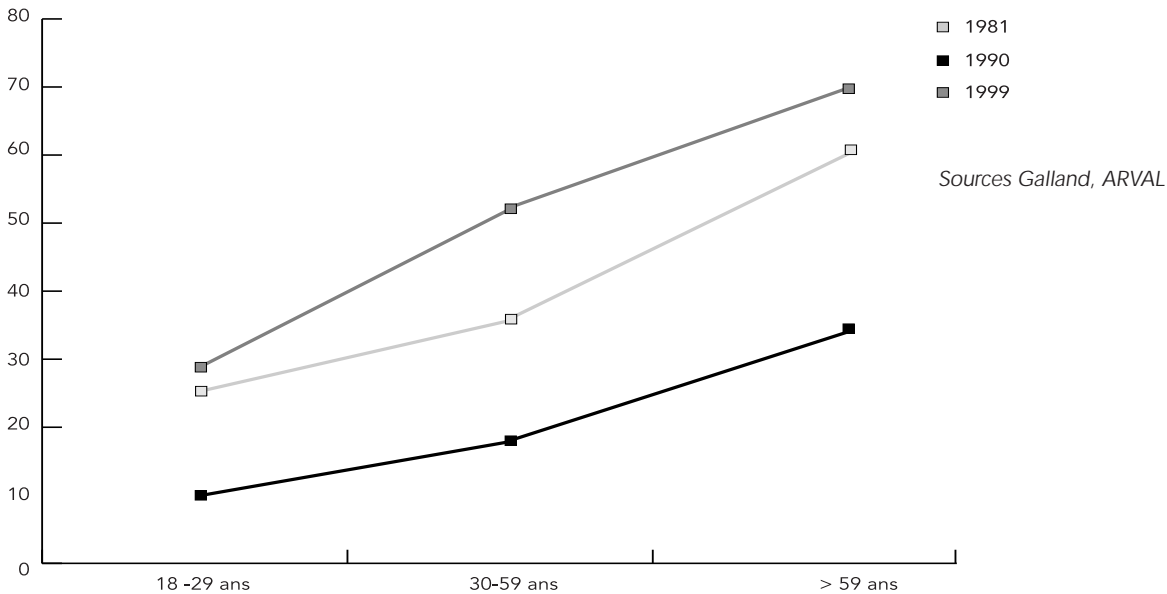
Leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale était également beaucoup plus faible. S'il est exagéré de dire qu'ils formaient, à cette époque, un continent séparé du reste de la société, les liens qui les rattachaient à celle-ci étaient cependant plus lâches qu'ils ne le sont aujourd'hui. Sur bien des points l'évolution est spectaculaire : par exemple, l'autorité est devenue une valeur consensuelle alors qu'elle opposait fortement jeunes et adultes il y a vingt ans ; dans le domaine des mœurs, les jeunes sont aujourd'hui à peine plus permissifs que les plus âgés ; la fierté nationale est un sentiment partagé par tous. Même dans le domaine des croyances religieuses, les écarts entre classes d'âge se sont considérablement réduits.

Les "anciens jeunes" sont restés fidèles aux valeurs de leur jeunesse

Mais qui a fait le chemin ? Est-ce que ce sont les nouveaux jeunes qui, comme le pensent peut-être les initiateurs de la révolution des mœurs des années 60, ont répudié l'esprit contestataire et anti-institutionnel qui avait fondé l'identité collective de la génération du baby-boom ? Ou bien, est-ce que ce sont ces "anciens" jeunes, aujourd'hui quinquagénaires, qui ont conservé quelques ferments de cette humeur anti-institutionnelle résistante à l'effet du vieillissement et qui remplacent des générations plus traditionnelles, nées avant-guerre ?

En réalité, les deux explications contiennent une part de vérité. Sur bien des points, les opinions des Français ayant aujourd'hui entre 40 et 50 ans, voire 60 ans, ont résisté, plus que ne l'avaient fait les générations précédentes, à l'effet du vieillissement qui affaiblit la tolérance à l'égard des comportements déviants ou simplement atypiques. Sur ce plan, un effet de période a contribué à accroître dans toute la société française, même parmi ses membres les plus âgés, l'adhésion au "libéralisme des mœurs" entendu comme cette liberté qui doit être laissée à chacun de choisir sa manière de vivre, indépendamment des conventions morales ou religieuses. Les attitudes à l'égard de l'homosexualité sont, sur ce plan, tout à fait typiques (graphique 2). Même si les Français plus âgés continuent d'être moins tolérants que les plus jeunes, le chemin qu'ils ont parcouru en vingt ans est impressionnant.

% de français trouvant l'homosexualité jamais justifiée



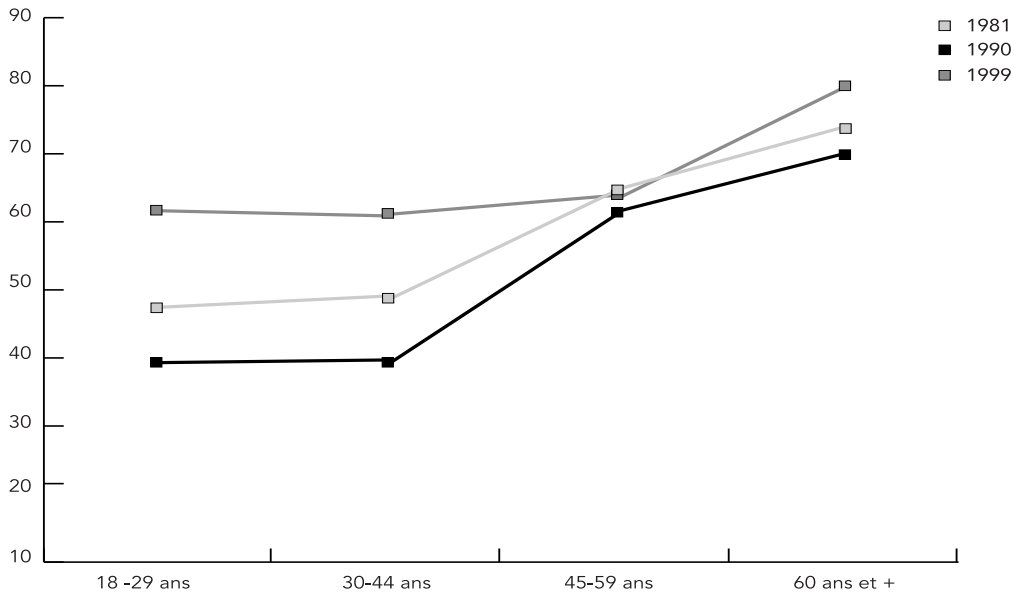
Libéralisme privé et ordre social

Mais la progression indéniable du libéralisme des mœurs – c'est-à-dire de cette idée que chaque individu peut choisir librement sa manière de vivre indépendamment des conventions morales ou religieuses – ne signifie pas que les jeunes considèrent que la permissivité doit régner dans tous les domaines de la vie sociale. Ils semblent faire le partage entre des choix, qui n'engagent que la stricte vie privée et la conscience individuelle, et des comportements, qui mettent en jeu d'autres personnes. Sur ce plan, leurs attitudes n'ont pas évolué vers un plus grand laxisme, mais au contraire vers une demande réaffirmée et plus forte de régulation des comportements sociaux.

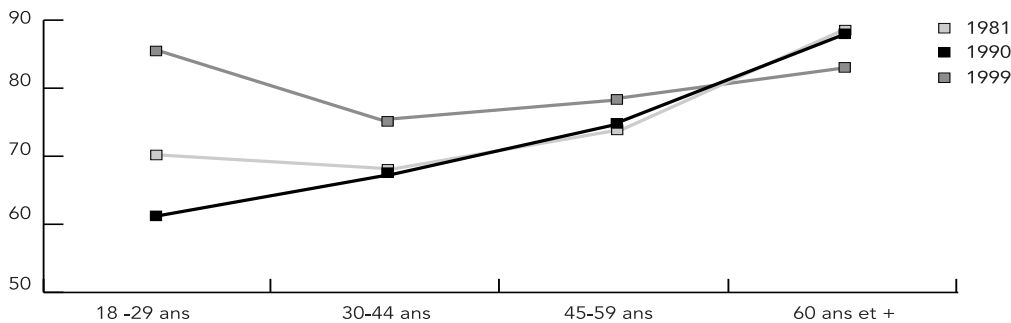
L'enquête "valeurs" en montre deux exemples très nets : le renforcement de l'attachement à la valeur d'autorité, la remontée spectaculaire de l'idée que la fidélité est une composante de la réussite des unions. Sur ces deux questions, l'évolution des attitudes a été forte, surtout dans les dix dernières années, et tout particulièrement chez les jeunes (graphiques ci-dessous). Là encore, on enregistre un spectaculaire rapprochement des attitudes des Français de 18 à 60 ans.

Pourquoi les jeunes sont-ils à la pointe de cette demande de régulation des rapports inter-individuels ? Parce qu'ils sont également à la pointe de la permissivité et du relativisme moral. Les personnes plus âgées croient plus souvent que des principes clairs et intangibles permettent d'orienter le comportement et les choix dans les différentes circonstances de la vie³. Elles sont également moins permissives. C'est donc chez les jeunes que la tension entre la permissivité et la régulation des rapports sociaux fondés sur cette permissivité est la plus grande.

% de français trouvant que renforcer l'autorité est une bonne chose



% de français trouvant que la fidélité est très importante dans le mariage



On a donc le sentiment que la permissivité en matière de mœurs, à laquelle adhèrent un nombre grandissant de Français, suscite une tension dans la régulation des relations entre personnes qui ne sont plus, autant qu'autrefois, contrôlées par des normes religieuses intangibles et partagées par tous. La liberté de chacun, de plus en plus admise, doit donc trouver des limites plus strictes dès qu'elle sort du cadre purement individuel : c'est ce sentiment ambigu, mêlant permissivité et demande de régulation, que semblent exprimer les Français à travers leurs réponses à l'enquête "valeurs". Chacun est libre, oui, mais cette liberté doit être plus contrôlée dès qu'elle met en jeu des relations entre les personnes.

Les jeunes croient donc plus aux bienfaits de l'autorité dans les relations sociales, au mérite de la fidélité dans les relations de couple, à celui de l'apprentissage des règles de conduite dans les relations éducatives que leurs homologues d'il y a vingt ans. Mais, en même temps, cette demande de régulation des rapports sociaux ne signifie nullement un retour à des formes traditionnelles de vie sociale, au sens où les comportements privés devraient être régis par des règles impersonnelles et intangibles. Dans ce domaine, il n'y a pas de retour en arrière : les jeunes, comme les plus âgés des Français, participent plus que jamais au mouvement de libéralisation des mœurs (voir le graphique sur l'homosexualité). Simplement, la tolérance, qui est la valeur fondamentale à la base de ce corps d'attitudes, trouve des limites naturelles (et non pas abstraites) dans la régulation des rapports privés qui mettent en relations des personnes aux intérêts, aux désirs ou aux ambitions possiblement divergents, contradictoires ou même antagonistes. La permissivité, qui n'est pas répudiée, secrète donc une demande de normes pour gérer les excès possibles d'une liberté individuelle toujours plus grande.

Qui va réguler les relations interpersonnelles ?

Quelles seront les conséquences de cette forte demande de régulation des rapports interpersonnels ?

Un retour religieux ? Cela semble improbable tant, dans ce domaine également, le relativisme l'emporte sur l'attachement au dogme. La religion n'est donc plus un garant moral : elle devient, éventuellement, un choix personnel qui ne peut avoir pour ambition de s'imposer comme norme pour d'autres que pour soi-même.

Une demande de régulation publique des rapports privés qui ne sont plus autant régis qu'autrefois par des normes intériorisées ? Cette hypothèse est plus vraisemblable et trouve quelques éléments de confirmation dans les enquêtes "valeurs" : par exemple, les jeunes déclarent de plus en plus faire confiance à la police (64 % le font en 1999 contre 51 % en 1981), et l'écart avec les adultes s'est nettement réduit (21 points en 1981, 3 en 1999).

Une adhésion à un programme politique mettant en avant le retour de l'autorité ? Même si la majorité des jeunes reste attachée à la démocratie, une partie non négligeable d'entre eux (26 %) est séduite par l'idée d'un type de gouvernement mettant au pouvoir "un homme fort, sans contrôle du Parlement et des élections". Ce résultat est à rapprocher du pourcentage de jeunes (45 %) qui considèrent que "les démocraties ne savent pas bien maintenir l'ordre". Toutefois, le rapport des jeunes à l'autorité est très ambivalent : il est peu probable qu'ils adhèrent à un régime politique véritablement autoritaire qui limiterait leur liberté privée. Il s'agit plutôt de limiter et de contrôler les effets indésirables et perturbateurs de la permissivité.

Le cercle des intimes avant tout

La demande de régulation des rapports interpersonnels peut enfin avoir des conséquences sur la gestion par les jeunes eux-mêmes des rapports qu'ils entretiennent avec les autres.

J'avais montré, dans un chapitre du livre consacré aux valeurs des Français⁴, que le "cercle de l'intimité", cet ensemble de relations nouées avec les proches (parents et amis) constituent, pour les jeunes, des micro-sociétés relativement hermétiques à la société globale. Dans les nouvelles générations, la tolérance se marie assez volontiers avec l'indifférence à l'égard de ceux qui restent étrangers à ce cercle de l'intimité. La régulation interne des relations privées, fondée sur des valeurs d'authenticité, de confiance mutuelle, de respect d'autrui, peut, dans la mesure où elles constituent en elles-mêmes une valeur que les jeunes veulent préserver et entretenir, prendre le pas sur leur régulation externe par la société globale. Sur-intimisation des rapports privés, instrumentalisation des rapports publics constitueraient le point d'aboutissement ultime d'une telle évolution.

Le paradoxe d'une telle hypothèse serait que l'affaiblissement des différences de valeurs entre classes d'âge, qui a été noté à plusieurs reprises, se combinerait à un cloisonnement plus fort des relations sociales. La société des jeunes n'est certainement pas arrivée à ce stade de déconnexion de rapports sociaux fragmentés en de multiples réseaux privés indifférents à la société globale avec laquelle on n'entreprendrait que des rapports instrumentaux. Mais c'est une tendance d'évolution qu'on ne peut exclure.

3 - Sur ce plan, les différences entre jeunes et adultes sont restées stables entre 1981 et 1999. Les adultes sont toujours plus nombreux (+12 points) à considérer que " il y a des lignes directrices parfaitement claires pour savoir ce qui est bien et ce qui est mal " et à penser que " elles s'appliquent toujours, quelles que soient les circonstances " .

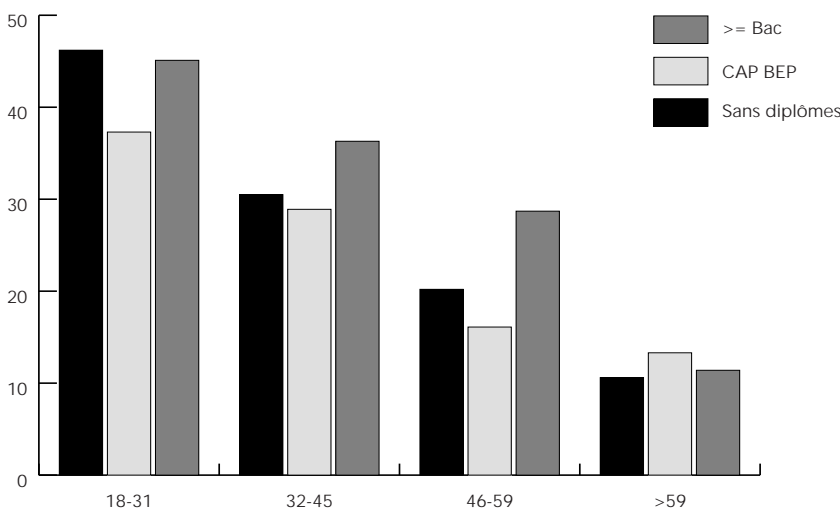
4 - O. Galland, " Les Français entre eux : des relations électives et sélectives " , dans *Les valeurs des Français*, p. 28-47

L'autre jeunesse

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots de la partie des jeunes – la jeunesse non qualifiée – qui est mal représentée dans l'enquête "valeurs" et qui se distingue de plus en plus nettement du reste de la jeunesse.

En effet la question qu'on peut se poser est de savoir si les deux jeunessees dont il a été question au début adhèrent au même corps de valeurs et si cette adhésion vaut adhésion à la société elle-même. La réponse est à la fois positive et négative. Pour résumer, on pourrait dire que la jeunesse française est unie dans sa conception des mœurs, de la vie privée mais est profondément divisée dans sa conception de la vie publique et de la société. Unie sur les mœurs, la jeunesse l'est autour de l'idée de libéralisme des mœurs dont il a déjà été question. Les études, qui ont été menées dans ce domaine⁵, montrent que le clivage en matière de mœurs est essentiellement générationnel.

% de français trouvant que l'homosexualité est acceptable



Source :
CEVIPOF -SOFRES 1995)

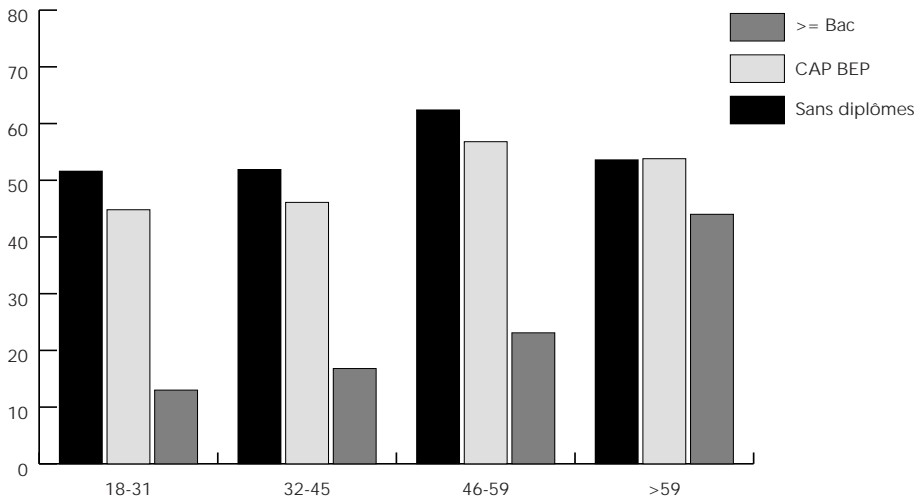
Quel que soit leur niveau d'étude, les individus d'un âge donné n'ont pas des opinions très éloignées sur cette question, mais se distinguent nettement des autres générations et, en la matière, le libéralisme décroît régulièrement avec l'âge.

Mais si la plupart des jeunes adhèrent au libéralisme des mœurs, il n'en va pas de même à l'égard de ce que Etienne Schweisguth et Gérard Grunberg ont appelé les "attitudes universalistes". Ils définissent cette dimension par l'appréciation de la valeur des individus, ou, comme on dit couramment, de leur dignité : s'opposent ainsi ceux qui affirment l'égalité de valeur de tous les individus quels qu'ils soient et ceux qui, au contraire, soulignent les inégalités de valeur entre membres d'une même société ou entre membres de sociétés différentes. L'expression de sentiments xénophobes est évidemment très étroitement liée à ce corps d'attitudes. Or, sur ce plan, le clivage n'est plus générationnel mais lié au niveau d'études (et il est d'autant plus marqué qu'on a affaire à des jeunes). En effet, quel que soit leur âge (au moins jusqu'à 60 ans), les personnes qui ont poursuivi des études longues adhèrent à des attitudes universalistes, alors que la tendance est inverse pour les personnes qui ont arrêté plus tôt leurs études.

⁵ - Notamment les enquêtes réalisées par le CEVIPOF (Fondation Nationale des Sciences Politiques) à l'occasion de chaque grande élection en France.

⁶ - G. Grunberg et E. Schweisguth, "Recompositions idéologiques", dans : *L'électeur a ses raisons*, Boy, Mayer (dir.), p. 139-178, Presses de la FNPS, 1997.

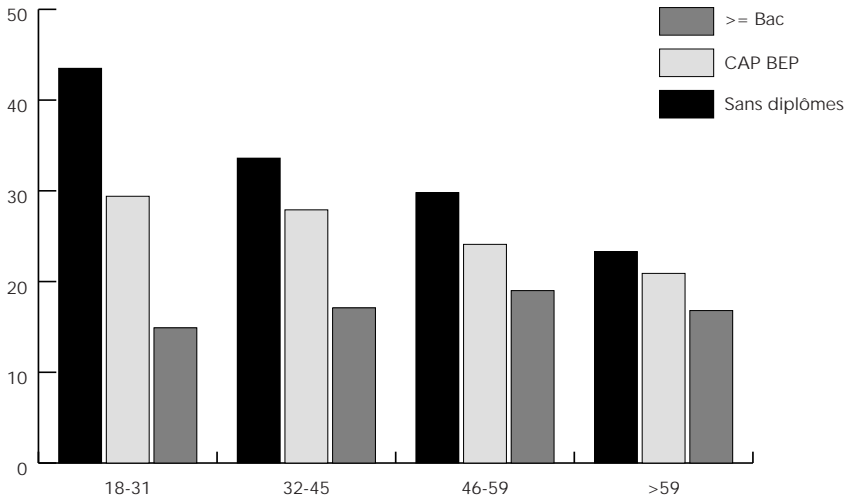
% de français trouvant qu'il y a trop d'immigrés



Source :
CEVIPOF -
SOFRÈS 1995)

L'expression de sentiments radicaux à l'égard des changements sociaux et politiques nécessaires de la société illustre également cette division de la jeunesse française. Sur cette question, à nouveau, le clivage du niveau d'études joue d'autant plus fortement que l'on est jeune.

% de français d'accord avec l'idée qu'il faut radicalement changer de société



Source :
CEVIPOF -
SOFRÈS 1995)

Tout semble donc séparer les jeunes qui ont poursuivi des études au delà du cycle secondaire, modérés dans leurs opinions à l'égard des changements sociaux et politiques, de ceux qui ont fini leurs études plus tôt, qui expriment souvent des sentiments et des votes radicaux, alors que ce clivage est beaucoup moins marqué chez les personnes d'âge mur et presque inexistant chez les personnes âgées.

Autrement dit, la polarisation sociale de la jeunesse, dont il a été question auparavant, se double bien d'une polarisation idéologique, non pas sur les mœurs, mais sur la représentation de la société. Les jeunes Français sans diplômes rejettent une société dont ils ont le sentiment qu'elle les rejette.

LES VALEURS DE JEUNES LYCÉENS

Pour nous, une valeur, c'est, tout d'abord, une façon de penser, une base qui nous permet d'agir. Cela nous permet également d'établir des différences et nos priorités dans la vie, pour nous permettre d'agir plus tard.

A travers différents travaux de groupe, et individuellement, nous avons pu exprimer les valeurs fondamentales pour nous, c'est-à-dire le respect d'autrui, qui nous paraît indispensable, en particulier pour la qualité relationnelle ; mais aussi l'acceptation des différences sans rejeter l'autre. Par exemple, accepter l'avis différent d'une personne qui, souvent, nous contredit.

Il y avait également la confiance en nous – en soi et dans les autres – et l'importance de la liberté de disposer de soi-même, de pouvoir faire ses choix, d'être libre de ses actes. Et, encore, l'importance de la liberté d'expression, de penser ce qu'on veut penser, de ne pas être influencé par les autres, d'avoir un espace pour se forger nos idées.

Il y avait quelque chose d'intéressant à noter : nous sommes un groupe représentatif des jeunes européens. Dans le livre, un tableau – le 1er – concernait les valeurs de la famille, les amis, les relations, le travail, les loisirs, la politique et la religion. On a comparé nos réponses à celles de l'enquête et on a remarqué que les résultats étaient sensiblement les mêmes.

Un groupe de lycéens

INDIVIDUALISME OU SOLIDARITÉ ?

En ce qui concerne la solidarité, je crois qu'il s'agit d'une des valeurs fortes des étudiants qui viennent faire leurs études chez nous. Malgré cet engagement affiché, je constate depuis quelques années qu'elle n'empêche pas un comportement individualiste qui est le reflet de notre société. C'est la raison pour laquelle j'ai été amenée à introduire systématiquement cette question dans les sessions d'admission : comment expliquez-vous que cohabitent, dans votre génération, cette valeur et ce comportement ? Cette question les surprend parce qu'ils ne se croient pas individualistes. Je pense que leurs convictions sont dissociées de leurs comportements dans la vie quotidienne. Elles constituent leur idéal.

Je crois que plusieurs phénomènes concourent à encourager ces comportements et le retour à des valeurs traditionnelles, comme le clan, la famille, les amis, les cercles : la globalisation, la mondialisation qui renforce le principe des identités locales, régionales ; la violence sous toutes ses formes, dont on cherche à se protéger dans le cocon des siens ; la technologie de l'information, qui joue sur les concepts publicitaires de clans, de tribu, ou les chats sur Internet.

Une directrice d'école de formation de responsables d'organisations humanitaires ou de développement

Le débat le débat le débat le débat le débat

“Solidarité avec ses amis” ou “solidarité avec les plus défavorisés”?

Olivier Galland a été frappé de voir dans l'échantillon des jeunes de cette enquête la très forte importance de la valeur d'amitié, des relations avec les amis, comme si le cercle des intimes constituait une sorte de petite société dans la société, une "micro-société". Dans l'enquête, il y a toute une série de questions du style : vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des chômeurs, des émigrés, des malades... ? Dans les résultats, on constate que les jeunes se sentent plutôt moins concernés par les conditions de vie

de ces catégories défavorisées que les personnes plus âgées qu'eux.

Les jeunes actuels donnent l'impression, d'après l'enquête, d'être à la fois très tolérants et un peu plus indifférents, dans le même temps, que ne l'étaient peut-être les jeunes des générations précédentes à la société globale, aux débats et aux conflits, aux difficultés qui traversent cette société.

Le diagnostic a quelque peu étonné et plusieurs questions ont surgi des débats.



> Des jeunes affirment fortement que la solidarité est une valeur pour eux. La question posée est celle des destinataires de cette solidarité : les siens ? les autres ? les proches ? les lointains ?

> Les nouvelles générations sont-elles capables de se mobiliser même lorsque leurs intérêts immédiats ne sont pas en jeu ?

> Existe-il encore de "grandes causes" capables de susciter la combativité et l'enthousiasme ou est-ce "la fin des militant"

Des relations qui ont considérablement changé en 40 ans

Olivier Galland insiste sur l'évolution absolument considérable de la qualité des rapports entre les générations. Pour les jeunes des années 50 ou 60, c'était encore un rapport autoritaire qui prévalait à la fois dans la famille, comme à l'école ou à l'université. Aujourd'hui, les jeunes vivent dans un climat de libéralisme familial et éducatif qui était totalement inconcevable quelques années auparavant. Ce diagnostic fait la quasi unanimité des participants au débat.

- Les enfants, les adolescents, dans les générations précédentes, n'avaient généralement pas droit à la parole. C'est bien un peu ce qui a motivé la révolte des jeunes dans les années 60. Ce droit à la parole, la jeunesse l'a acquis et maintenant, à l'intérieur des familles, il y a un climat de libéralisme et de bonne entente entre les générations qui contraste avec ce

que nous avons connu hier. Ceci explique qu'autrefois les jeunes étaient très pressés de quitter leurs parents, parce que c'était pour eux le moyen d'accéder à la liberté. Aujourd'hui, on sait que les jeunes ont plutôt envie, pour certains, de rester chez les parents où ils jouissent souvent d'un confort matériel et d'un climat éducatif qui ne les perturbe pas beaucoup dans l'expression de leurs désirs et de leurs aspirations.

- Cette situation n'est pas toujours bien comprise des adultes qui comparent la jeunesse d'aujourd'hui avec leur propre jeunesse. Ils lui reprocheraient parfois de ne pas les contester comme eux ont su le faire avec leurs propres parents.

Aussi des adultes sont parfois dubitatifs devant une jeunesse si proche d'eux.

RESPECTEZ LES JEUNES !

On a parlé des problèmes de changement d'une génération à une autre. Pour moi et beaucoup de mes collègues, il y a un décalage avec la génération des 50 ans, qui aujourd'hui a le pouvoir, et les nouvelles générations. Les cinquantenaires ont parfois du mal à accepter une autre manière de voir ou de travailler. Ils peuvent se le permettre parce que, disent-ils, " ils ont tout vécu " ! Ils ont connu la bombe atomique, la messe le dimanche, le baptême, etc.. puis, en Mai 68, avec la révolution, ils se sont éclatés. Ensuite, ils ont retourné leur veste parce qu'ils ont trouvé que, finalement, ce n'était pas si génial. Ils se retrouvent dans une relation avec leurs enfants qui est copain/copain : ce qui n'est pas toujours facile.

Quand les lycéens parlent de respect d'autrui, ils s'adressent, je pense, aux cinquantenaires. Entendez qu'il y a d'autres manières de voir les choses et que, même si on ne milite pas forcément de la même manière qu'il y a quelques années, il y a une autre forme de militantisme, ces micro-sociétés portent aussi des valeurs, elles en créent. Il faut donc accepter cette différence et les valeurs portées par les jeunes.

Une agent de développement Politique de la Ville

DES JEUNES PAS ASSEZ CONTESTATAIRES !

Si la jeunesse se fonde dans la société existante sans la contester, qui va faire bouger la société ? Le fait de vouloir gommer les conflits peut signifier une absence de sens plus qu'un désir de dialogue intergénérationnel. J'ai trouvé que les questions des lycéens étaient bien gentilles. J'aimerais que, dans les valeurs des jeunes, il y ait une contestation plus grande de certaines valeurs des adultes. Si jeunes et adultes s'entendent trop bien, c'est inquiétant pour l'avenir à construire !

Un adulte

CRITIQUE DE L'INSTITUTION RELIGIEUSE

Les aumôneries universitaires sont fréquentées par des étudiants qui partagent des convictions religieuses mais aussi des jeunes en recherche. Comme il y a peu de gens qui adhèrent aux valeurs de la religion, dans ces aumôneries, nous éprouvons le besoin de nous serrer les coudes autour des valeurs chrétiennes que nous partageons. Nous ressentons très fortement autour de nous la critique de l'institution catholique, des évêques et du pape, alors qu'il y a peu de critiques de la foi elle-même comme si certaines valeurs du christianisme étaient normales : elles ne font pas l'objet d'une discussion.

Une étudiante membre d'une aumônerie universitaire



> A vouloir toujours privilégier la qualité des relations humaines, ne risque-t-on pas de faire du sur place et de manquer d'élan, de dynamisme ?

> Si les relations entre générations ne sont plus sous le signe du conflit, comment vont se construire les jeunes personnalités ? Vont-elles rester dans une relation très proche de la génération parentale ? Le conflit ne risque-t-il pas d'être reporté ailleurs : au sein même de la jeunesse ?

Tolérance ou indifférence ?

Plusieurs personnes constatent que les nouvelles générations, libérées en quelque sorte des pressions sociales d'autrefois, ont une approche des systèmes de croyances, des idéologies, assez différente de celle de leurs aînés.

- On voit ainsi chez les jeunes, à la fois, une chute spectaculaire de l'adhésion à la religion institutionnelle comme à la politique et, dans le même temps, une remontée des croyances et notamment de ce qui concerne la vie après la mort, la réincarnation, ou les signes du zodiaque. Mais cela ne génère pas de conflit dans la société française actuellement.

- La religion d'hier voulait normaliser la vie privée et publique et c'était aussi une forme de socialisation et d'éducation à l'action altruiste. Le sociologue rappelle que, dans les années 1950, un quart des jeunes allait à la messe toutes les semaines et un quart votait pour le Parti communiste. Donc la moitié des jeunes Français était encadrée par de grandes institutions d'engagements collectifs. Cet "encadrement" de la jeunesse n'existe plus aujourd'hui. Les médias ont pris le relais parfois de cette normalisation des comportements collectifs, mais chacun reste théoriquement libre de se forger ses propres opinions.

- Le choix d'appartenir ou de s'identifier à la religion musulmane n'est pas toujours un choix personnel. Selon certains observateurs, il y a parfois une pression sociale importante qui pousse les jeunes à affir-

mer par là une identité sociale. Depuis quelque temps, dans certains quartiers de l'agglomération lyonnaise, ne pas faire le ramadan est mal vu. Certains jeunes entrent ainsi en conflit avec d'autres sur ce point. Ici ou là, on ne parle plus de fêtes de Noël, mais de fêtes de fin d'année pour éviter des sources d'incompréhension et ne pas réveiller des hostilités.

- Les jeunes issus de l'immigration maghrébine, comme leurs familles, sont partagés. Il y a quelques années, l'Institut national des Études Démographiques avait fait la première grande étude statistique sur les immigrés en France. Elle montrait que le processus d'assimilation culturelle des jeunes d'origine immigrée était en cours. Ces jeunes parlent français, ils ont à peu près les mêmes goûts, les mêmes types d'aspiration que les autres français, ils commencent à se marier avec des jeunes d'origine française. Et, sur le plan religieux, ils ne sont pas beaucoup plus religieux que les autres jeunes Français, en moyenne. Il se peut que la liberté individuelle ait du mal quelquefois à s'affirmer et que la religion serve à se donner une identité dans une société où l'on se sent rejeté.

- La même attitude se retrouve avec les convictions politiques : on les garde pour soi, on ne les met pas sur la place publique, car le débat politique risque de devenir combat et briser les liens sociaux.

Les adultes demeurent perplexes devant une telle évolution et ne manquent pas de s'interroger.



> Les jeunes manquent-ils de convictions ? Ont-ils des convictions, mais ne les affichent-ils pas pour éviter des incompréhensions, des tensions ?

> Est-ce la même évolution pour la religion musulmane que pour la religion catholique ?

> Comment à la fois permettre, au sein de la République, que des jeunes puissent vivre leur foi musulmane et être libres d'y adhérer ou non sans encourir une exclusion de la communauté locale ?

NE NOUS FÂCHONS PAS, RESTONS AMIS...

La qualité de la relation interpersonnelle est, pour les jeunes, une valeur en soi : être bien avec les autres, c'est capital, à tel point qu'on veut éviter entre jeunes les sujets qui fâchent. On ne veut pas tellement parler de politique, parce qu'on peut avoir des désaccords, ce que l'on n'aime pas. Ce qui compte, c'est d'être bien ensemble – une espèce de fusion affective et émotionnelle. Cela devient une valeur en soi : la qualité des relations interpersonnelles avec les amis et les proches.

Un jeune lycéen

LES QUESTIONS QUE NOUS AVONS ENVIE DE POSER À LA GÉNÉRATION DES ADULTES⁸

1. Le rapport entre les valeurs et les actes posés par la génération des adultes.
 - . Pourquoi y a-t-il encore du racisme ?
 - . Pourquoi la religion reste-t-elle encore source de conflits ?
 - . Pourquoi l'argent a-t-il tant d'importance à vos yeux ? L'argent, ça représente quoi pour vous ?
 - . Quelles sont les valeurs les plus importantes pour vous ?
 - . Avez-vous les mêmes valeurs relationnelles que les jeunes d'aujourd'hui, ou étaient-elles différentes et lesquelles ?

2. La qualité relationnelle, c'est quoi selon vous ?
 - . Vous dites " Bonjour, comment ça va ? ", sincèrement ou par habitude ?
 - . Comment, selon vous, élabore-t-on une relation de qualité respectueuse de l'autre ?
 - . Que pensez-vous de la possibilité de différences, de divergences d'opinions ?

3. La relation adultes/jeunes, c'est comment selon vous ?
 - . Qu'attendez-vous des jeunes sur la question du respect mutuel adulte/jeunes ? Comment pensez-vous nous respecter ?
 - . Comment les adultes voient-ils la relation parents-jeunes ?
 - . Quelles sont vos craintes vis-à-vis d'un jeune de votre entreprise ou dans une autre entreprise ?
 - . Que pensez-vous devoir aux jeunes ?
 - . Quel avenir imagineriez-vous pour les jeunes de la société actuelle ?
 - . Êtes-vous prêt à partager la société avec les jeunes ?

Le groupe de lycéens

⁸ - Ces questions ont été à nouveau posées lors d'une émission en direct de Radio Calade à Villefranche où plusieurs des adultes présents à la conférence sont venus dialoguer avec les jeunes.

20 % de la jeunesse laissés de côté

Cette partie du diagnostic sur l'évolution des valeurs de la jeunesse suscite beaucoup de débat. Certes il y a accord sur les constats mais les divergences sont manifestes dans l'appréciation, l'explication, la recherche de solutions.

- Les difficultés de la jeunesse, scolaires, familiales, professionnelles..., sont en grande partie concentrées dans des zones géographiques très précises, très étroites et liées à l'environnement urbain, à la violence, à la délinquance. Cette concentration amène des jeunes à rejeter parfois assez violemment toutes les institutions de la représentation politique, voire des associations ou des travailleurs sociaux qui œuvrent sur le terrain. Même si le phénomène concerne une minorité, il pose problème à l'ensemble de la société qui n'a pas trouvé de solutions.

- Les travaux des sociologues montrent qu'il y a une corrélation très forte entre l'échec scolaire, l'absentéisme scolaire qui se développe, et le basculement dans des comportements déviants. Si 1 jeune sur 5 sort de l'école sans diplôme, cela interroge le système éducatif français. Le mot d'ordre d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat porte en creux l'idée que les 20 % qui restent n'intéressent pas la société. Peut-être aurait-il mieux valu avoir comme mot d'ordre 100 % d'une classe d'âge au moins au Niveau V, c'est-à-dire au niveau CAP/BEP. Cela aurait peut-être contribué à plus d'égalisation des chances de la jeunesse française.

- Certes, on commence à voir arriver les classes creuses : la proportion des jeunes qui ont suivi des études stagne maintenant, après avoir augmenté très fortement pendant les années 1980-1990. On pourrait imaginer que tous les jeunes vont trouver facilement du travail. Mais les jeunes non diplômés qui sont exclus aujourd'hui risquent d'être encore exclus demain, parce que l'économie fait appel de plus en plus à de la main d'œuvre qualifiée. Les jeunes qui n'ont pas le niveau de qualification nécessaire, les 20 %, resteront au bord de la route.

Quelques-uns pensent que ces jeunes sont plutôt des inadaptés scolaires que des jeunes en échec scolaire. Ils ne sont pas incultes. Ils ont des savoir-faire. Ce qui les intéresse, ils le connaissent bien. Il faudrait inventer une reconnaissance et une validation de ces acquis. Un chef d'entreprise, chargé de formation, reconnaît que les entreprises auraient dû continuer la formation professionnelle après guerre. Une meilleure coopération entre l'Éducation Nationale, les entreprises et les systèmes de formation existants, notamment l'apprentissage, constitue une des solutions.

Tout le monde s'accorde à penser qu'il existe un très grave déficit de démocratie de proximité. Les adultes ont un sentiment d'impuissance sur les problèmes de la société globale et les jeunes disent ne s'intéresser qu'à ce sur quoi ils ont prise. Les pouvoirs politiques cherchent à renouveler leur mode de gouvernement en associant les citoyens à l'élaboration de la décision publique. Les pouvoirs économiques sont loin d'avoir entamé une telle démarche.



> Est-ce que ce sont les jeunes qui sont mal formés par l'Éducation nationale aux besoins des entreprises ou les entreprises mal adaptées aux demandes des nouvelles générations ?

> Les pouvoirs économiques ont-ils la préoccupation d'associer les jeunes générations à la construction de l'intérêt économique de l'entreprise ? les " règles du marché " ne sont-elles pas invoquées parfois pour éviter d'associer les personnels à la vie des entreprises ?

> Les nouvelles générations accepteront-elles encore de tels modes de relation au sein des entreprises ? ne risquent-elles pas de se désintéresser progressivement de la vie des entreprises et de ne plus trop s'investir dans la réussite économique ?

Consumérisme ?

Là encore, les générations qui ont vécu les années 60 sont prises à contre-pied par l'évolution de la jeunesse actuelle jugée parfois trop passive, trop sage...

- D'après certaines enquêtes, il semble bien que l'investissement dans l'université comme lieu de socialisation collective et, éventuellement, comme lieu d'action collective, n'a plus beaucoup de prise chez les jeunes étudiants actuels, sauf lorsque leurs intérêts collectifs sont directement en jeu. Là, on voit surgir des mouvements très ponctuels de réaction qui précipitent les étudiants dans la rue. Ils viennent à l'université pour étudier, pour consommer des enseignements, et demandent à la société de les laisser étudier, de leur en donner les moyens.

- En même temps, il y a une valorisation de la sphère privée très forte. Ces étudiants forment de petits groupes d'amis assez étroits. Pour eux, les amis, ce sont les personnes à qui on peut se confier. Les copains, ce sont ceux qu'on fréquente mais auxquels on ne se confie pas. En moyenne, on a 4 ou 5 amis. Dans la sphère privée, ces étudiants, en semaine, vivent dans la ville, avec des rues, des bars spécifiquement fréquentés par eux, et usent de l'offre de culture et de loisirs de la ville universitaire. Mais, le week-end venu, ils rentrent chez les parents. Voilà un modèle typique d'une vie de jeune, aujourd'hui.

- Il est assez frappant de voir que dans ce modèle étudiant, on se détache progressivement de la famille. C'est le modèle français d'entrée dans la vie adulte. Contrairement à ce qui se passait autrefois, où l'on quittait ses parents d'un coup et entrait de plain-pied dans tous les rôles adultes à la fois : on entrait au travail, on se mariait, on avait son logement et très vite on avait un enfant. Maintenant, ce n'est plus du tout cela : on se détache progressivement des liens familiaux, notamment par le fait que de plus en plus de jeunes vivent dans un logement payé par les parents. En France, les familles font des efforts

financiers considérables pour soutenir et aider les jeunes adultes à entrer progressivement dans la vie adulte.

La demande, faite à la famille et à la collectivité, de satisfaire les demandes des plus jeunes, ne concerne pas seulement les étudiants. Elle relève d'une attitude assez répandue aujourd'hui, dite de consumérisme. On retrouve une façon identique de voir chez d'autres jeunes qui, eux aussi, trouvent tout à fait normal qu'on leur donne accès au travail, à des formes culturelles, aux loisirs... Il y a beaucoup d'attentes vis-à-vis de la société organisée par les adultes.

Par ailleurs, la jeunesse ne semble plus être perçue comme le temps des expériences à tenter, en dépit ou contre "les vieux qui ne comprennent rien à rien", ou celle des frustrations, comme elle a pu l'être dans des contextes sociaux antérieurs. La réponse : "tu verras cela après ton service militaire !" n'a plus cours.

Cependant, une partie de la jeunesse, celle qui se sent laissée au bord du chemin, ressent certainement de la frustration, non pas que les adultes n'aient pas les jeunes, comme cela s'entendait il y a 30 ans, mais qu'ils ne les aiment pas "eux" et leur entourage.

Comme toutes les générations, toutes les classes sociales, toutes les professions, tous les quartiers s'accordent à penser que la société doit répondre aux besoins et demandes de tout un chacun ; ceux qui ne voient pas la société combler leurs attentes (emploi, loisir...) ne se sentent pas "respectés", pris en considération. Des jeunes nés en France de parents immigrés n'ont pas d'identité correctement reconnue par la société. La violence de certains est parfois interprétée comme un moyen d'attirer l'attention sur eux. L'écart se creuse au sein de cette classe d'âge entre ces jeunes qui se vivent comme "rejetés" et les autres qui paraissent vivre en harmonie avec les générations antérieures et le reste de la société.



> *Quels moyens mettre en œuvre pour que les nouvelles générations prennent leurs responsabilités dans la société et, construisant avec les adultes les solutions à leurs problèmes, sortent d'une attitude consumériste ?*

> *Les politiques de " discrimination positive ", c'est-à-dire de moyens supplémentaires mis là où l'égalité d'accès aux droits est déficiente (zones prioritaires, publics prioritaires), ne renforcent-elles pas l'idée que la société doit tout à chacun ? Existe-t-il, là aussi, une manière d'impliquer les jeunes dans la mise en œuvre des politiques dont ils sont bénéficiaires ?*

> *L'accord entre générations ne cacherait-il pas une certaine peur des adultes vis-à-vis des jeunes ou de certains d'entre eux ?*

Individualisme ?

L'individualisme est une tendance séculaire de la société. Les jeunes ne sont pas les seuls porteurs de cette tendance, mais, probablement, ils sont un peu à la pointe. En 1995, quand les jeunes s'abstenaient à 50 % (en comptant les non inscrits et les abstentionnistes), jusqu'à 80 % dans des quartiers DSU⁷, l'abstention des plus de 29 ans était de 30 %.

Des sociologues comme Durkheim se posaient déjà la question : comment maintenir la cohésion dans une société où la liberté individuelle prend de plus en plus d'importance ?

La montée de l'individualisme que l'on constate chez les jeunes reflète en fait l'évolution de toute la

société française. Les lycéens ou les étudiants font des interventions collectives ponctuelles : ils demandent et obtiennent. Mais ils participent très peu aux élections des délégués à la vie lycéenne (entre 5 et 15 %), comme si les jeunes, comme les adultes, étaient désenchantés vis-à-vis de la société.

Désenchantement ne signifie pas que les gens, les jeunes notamment, ne réagissent pas. Les formes d'action directe comme la grève, la manifestation, la pétition, font florès. Mais ce sont des modes d'action le plus souvent très ponctuels et pour défendre des intérêts particuliers ou corporatistes. Et cette défiance vis-à-vis de la politique, on la retrouve aussi à l'égard de syndicats et, peut-être, de toutes les formes d'engagement collectif.

La jeunesse ressource ? danger ? problème ?

Si dans les années 60-70, on sentait une certaine coupure entre jeunes et adultes, aujourd'hui c'est moins de méfiance qu'il faudrait parler que de malaise sur fond d'entente.

- A la différence d'autres pays, la France n'est pas très ouverte à sa jeunesse. On le voit dans le domaine du travail. Les études sur l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle en France montrent que ceux qu'on appelle les "insiders" (ceux qui sont en place) ont une mobilité très faible. Alors les outsiders (ceux qui attendent à l'extérieur) ont du mal à entrer dans le système et y mettent beaucoup de temps. Dans des sociétés comme l'Allemagne, les pays nordiques, on est beaucoup plus accueillant.

- Il existe des différences de générations. Il n'y a pas de raisons pour que la génération actuelle soit semblable à celle qui l'a précédée. C'est ainsi que s'opère le changement social et le renouvellement des idées et des institutions.

Comment à la fois permettre, au sein de la République, que des jeunes puissent vivre leur foi musulmane et être libres d'y adhérer ou non sans encourir une exclusion de la communauté locale ? Dans les études de comparaisons internationales qu'il a conduites, Olivier Galland a été frappé par le contraste tellement fort entre la conception de la jeunesse dans les pays nordiques et dans le nôtre. Dans ceux-ci, la jeunesse est perçue comme une "ressource", parce qu'elle va renouveler la société. Aussi fait-on tout, dans ces pays, pour cultiver et encourager cette ressource à éclore, pour que les jeunes passent à l'autonomie.

7 - Développement Social Urbain, quartiers prioritaires faisant l'objet de mesures de " discrimination positive ".

En France, la jeunesse est vue généralement soit comme un problème – et alors c'est la jeunesse qu'il faut protéger des dangers – soit elle-même comme un danger ; alors, c'est à la société de se prémunir contre elle. On a, en France, une vision plutôt négative de la jeunesse. C'est un problème culturel. On occulte la capacité d'un jeune à imaginer quelque chose et à entreprendre.

La France va basculer brutalement dans une période de manque de main-d'œuvre. Il n'est pas certain, compte tenu de ce problème culturel, que l'on sache accueillir les jeunes, vraiment les prendre au sérieux dans les entreprises et structurer les entreprises par rapport à eux, et c'est encore moins certain pour les jeunes les moins formés.

Des livres

Dominique CHARVET, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, Paris, La Documentation Française, 2001.

Michel FIZE, *La démocratie familiale : évolution des relations parents-adolescents*, Paris, Presses de la Renaissance, 1990.

Olivier GALLAND, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, A. Colin, 1997, 2ème édition.

Olivier GALLAND, Bernard ROUDET, *Les Valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan, 2001.

" Les enfants et les jeunes de l'agglomération ", *Les Cahiers Millénaire* 3, n° 16.